

Sur la route de l'exil, une journaliste burundaise raconte

@rib News, 24/10/2015 Burundi : Une journaliste de VOA contrainte à l'exil après 5 mois de menaces La journaliste Tabitha Mukamusoni (photo), correspondante au Burundi de La Voix d'Amérique (Voice of America - VOA) a subi plusieurs tentatives d'assassinats ou d'enlèvement dans le pays, a décidé de prendre le chemin avec sa famille. Elle n'est pas la seule. Elle rejoint d'autres journalistes burundais contraints à l'exil par le pouvoir de Pierre Nkurunziza. Leur effectif s'avoisine à 200 journalistes exilés. D'autres qui sont restés au pays ont préféré mourir ou se convertir à d'autres métiers pour éviter de voir un jour leur gorge tranchée.

En juillet 2015, Diane une autre correspondante de la VOA a été attaquée à la grenade et tuée par les miliciens Imbonerakure. Avant d'entreprendre le tour de l'Afrique Hatungimana lui aussi de la VOA aujourd'hui exilé au Rwanda, en tumultueuses avec le Burundi après que le gros des putschistes ou des leaders de la société civile aient logés ou transités dans ce pays en fuyant la colère punitive de Nkurunziza et son entourage. Voici le récit de la journaliste Tabitha Mukamusoni sur ses péripéties jalonnées d'attaques variées :

Dans une interview exclusive par téléphone d'un pays étranger, Mukamusoni souligne que la tension est montée après le coup d'Etat manqué du 13 mai. « Le 13 mai 2015 à 18h30, appel du cadre influent du président Nkurunziza ; (elle garde le nom) l'objectif de cet appel, une menace suite au reportage fait sur l'attaque à l'hôpital Bumerec de Bujumbura, il m'accusait d'être partielle et mon reportage n'était pas équilibré arguant que dans la chute, j'avais pas précisé que la Radio Rema FM (du parti au pouvoir, NDLR) n'avait pas pris feu que seuls ses véhicules avaient été mis à feu ». Pour ceux qui se souviennent de cette attaque, il s'agit d'une attaque dirigée par la police contre les mutins qui étaient blessés lors du coup d'Etat du 13 mai 2015 et achevés par certains de la garde présidentielle au lit de l'hôpital en train d'être soignés. Le 20 mai le Conseil National de la Communication, généralement neutre mais contrôlé par le pouvoir s'en mêle. Dans une réunion des trois membres du bureau du Conseil, dans une réunion avec les journalistes étrangers et Burundais prestataires pour les médias étrangers va insister sur le nom de Mukamusoni comme étant la reporter la moins équilibrée. Dans cette réunion le nom de la jeune dame va revenir plus de dix fois par ce responsable. À la fin, dans une consultation personnelle avec lui après la conférence, il m'a avoué que dans une période de révolution les policiers peuvent tirer sur les journalistes et d'ailleurs, c'est le conseil que le président égyptien leur avait donné lors de la révolution dans le palais égyptien. Il n'a pas tardé, et m'a appelé après pendant au moins une trentaine de minutes, il m'a dit tout ce qu'on avait conversé, c'était à l'attention du personnel et entre nous deux, moi je ne l'avais jamais vu comment avoir de la peur avec quelqu'un qu'on se connaît même pas ». s'écrit la correspondante de VOA à Bujumbura maintenant interdite de couvrir même la campagne électorale du CNDDFDD lui-même. Dans la réunion du 20 mai 2015, les officiels du CNC accompagnés par des agents de la présidence, des renseignements et d'autres cadres du Ministère de la communication avaient demandé aux journalistes de couvrir les élections, les interdisant de faire des reportages dans les quartiers en manifestations. « La plupart de vous oublient que vous êtes accredités pour les élections » disait le président du CNC Richard Giramahoro sans pouvoir convaincre les reporters, visiblement fâchés par cette manipulation. « Vous parlez des réfugiés mais vous devez aussi vous rappeler qu'il y a au moins plus de 10 millions de personnes qui sont restées ici » a ajouté ce même jour, le président du CNC, visiblement d'ailleurs gêné de dire des choses qu'il n'a pas de grande conviction. Le même jour dans l'après-midi, la correspondante de VOA Tabitha Mukamusoni avait programmé un reportage à Kanyosha au sud de la capitale et voici ce qui lui est arrivé. Elle a été sauvée par un militaire après que les miliciens du parti au pouvoir ont tenté de l'enlever. « Les imbonerakure m'ont tué et m'ont empêché de prendre des photos et des sons, c'était à Kanyosha quand les membres du parti au pouvoir CNDDFDD faisaient leur campagne électorale. J'étais avec un confrère du journal Igihe qui a failli être battu par les imbonerakure et un militaire qui a allégé la situation ». La situation des « assaillants invisibles », selon la police « Le 22 mai, le directeur de la sécurité publique m'a convoqué dans son bureau malheureusement ou heureusement je n'ai pas répondu à l'appel » pour des raisons de sécurité dit Mukamusoni. C'était un vendredi et à travers son porte-parole, le ministre de la Sécurité publique avait proposé à 18h. « Le ministre de la Sécurité publique a une communication à vous faire, dans son bureau à 18h au quartier 10 Ngagara » c'est le message que le porte-parole adjoint de la police Pierre Nkurikiye m'a envoyé vers 17h vendredi le 22 mai 2015. Après ce refus de répondre à cette invitation, Mukamusoni a été victime de harcèlements par l'intermédiaire du porte-parole de la police lui-même en la personne de Pierre Nkurikiye. Alors qu'elle devrait équilibrer ses reportages comme le veut son métier, elle était accusée de complicité avec les lanceurs de grenade, mais cela ne l'a pas découragé. « A chaque fois que j'ai appelé le porte-parole de la police, il m'a dit que j'étais complice de ces malfaiteurs qui lancent des grenades et tirent la nuit » dit-elle. « Il m'a dit dans ces moments-là pourquoi me poses-tu ces questions alors que tu connais ceux qui perturbent la sécurité la nuit ? Ce sont tes frères, dis leur de ne pas lancer ces grenades, tu ne vois pas que ça te dérange aussi ? » À ça ne m'a pas découragé parce que dans des cas pareils un journaliste ne peut pas travailler sans collaborer avec la police, il y a même des conférences de presse que ce porte-parole a animé avec condition qu'un journaliste de la VOA ne soit pas présent. Mercredi le 14 octobre 2015, Pierre Nkurikiye m'a rappelé il a dit aux journalistes présents : « J'espère bien que le journaliste de la VOA n'est pas présent ici ! » ce qui a inquiété tous les journalistes pourquoi cette discrimination à la seule radio ? Le 21 juillet 2015, une cinquantaine de policiers s'est introduit chez moi à Gasekebuye, vers 8h du matin l'objectif : arrêter et empêcher les journalistes de la RTBF qui venaient me suivre pour la production de leur documentaire, après une longue discussion avec ces journalistes et leur chauffeur, les policiers ont fini par partir. C'était le jour des élections présidentielles, selon la journaliste mère aussi de deux enfants. La soirée noire va continuer jusqu'en octobre. « Mercredi 14 octobre, j'ai fait un reportage sur ce qui se passait à Ngagara quartier 10 où la famille d'un journaliste qu'on respectait tous par son ancienneté a été complètement rasée. J'ai fait intervenir des rescapés et victime de la torture qu'avait fait la police là-bas quand toute une famille d'un cameraman de la RTNB a été décimée ainsi que les domestiques des voisins ». À l'instant même de la diffusion elle dit avoir reçu plusieurs

appels lui menaçaient qu'elle allait avoir des problèmes avec la police et le gouvernement en soi, sur les réseaux sociaux un certain «Shakuvyemere nivyo» m'a menacé le jour même et ça n'a pas tardé le parti au pouvoir CNDDFDD a sorti un communiqué accusant les médias internationaux d'avoir jugé la police. Lundi le 12 octobre 0 Tabitha reçoit des appels téléphoniques, certains voulaient l'avertir qu'elle serait sur la liste noire des services de renseignements, d'autres à lui demandent un rendez-vous spécial pour les rencontrer, pas mal d'entre eux n'étaient pas sur la liste de ses amis, d'ailleurs elle ne les connaissait même pas. Souvent ils l'appelaient avec prétexte qu'un message urgent à lui donner comme une information à vérifier par exemple, souligne-t-elle. «Je n'ai jamais répondu à des appels pareils, des fois certaines personnes proches du pouvoir m'ont appelé à me demandant où je me situais où qu'est-ce que je faisais, tout ça ma réponse n'a jamais été claire, j'ai donné de faux rendez-vous eu des effets» confi-t-elle. Mercredi, 14 octobre, son reportage sur l'assassinat de la famille Nkezabahizi, le cameraman de la RTNB a empiré les choses. «des confrères et collègues à journalistes m'ont donné un message comme qu'un cadre de la police leur ont dit de me faire des remarques, malheureusement personne n'a voulu me donner l'identité de l'expéditeur du message, après la diffusion de ce reportage sur le quartier Ngagara III, un cadre de la police m'a appelé et m'a dit de faire attention, le même jour un certain shakuvyemere nivyo (un compte anonyme) sur son compte Facebook a vite mentionné mon nom me taxant d'être partielle et pro l'opposition burundaise». Sur la route. Après une journée, quelqu'un l'appelle et lui dit qu'elle sera la prochaine cible à être exécutée avec surtout est rwandais. «À J'ai vite pris le large avec mes enfants et mon mari, à nous sommes vendredi le 16 octobre 2015, deux jours après, dimanche 18 octobre 2015 mon véhicule est passé à Kirundo le dimanche, il est arrivé à la frontière burundo-rwandaise, je n'étais pas dedans et voilà le lendemain, lundi le 19 octobre, ma mère reçoit le procureur de kirundo, le commissaire provincial de la police accompagné par deux policiers à 6h du matin, l'objectif : avant la fouille perquisition, ce procureur m'a montré aucun mandat, ma mère est une personne en situation de handicap elle est dans une chaise roulante, elle vit avec ses petits fils et filles qui sont tous en dessous de 10ans sauf une seule fille qui a 16ans, elle-même n'a pas compris, ce que j'ai appris c'est que lors de la fouille les policiers ne cherchaient pas grand chose, ils regardaient juste sous les lits et dans différents coins, ma famille a enfin su qu'ils étaient à la recherche de Tabitha Mukamusoni» conclut la jeune dame. «J'ai aidé beaucoup les burundais depuis que les autres médias détruits en portant leurs voix jusque dans les studios de la Voix d'Amérique à Washington. Les burundais m'ont remerciée mainte fois et ont reconnu mon importance car j'ai même sauvé des vies humaines en danger» nous révèle Tabitha Immaculée Mukamusoni dans notre interview par téléphone depuis sa cachette au Niger. Mukamusoni avait été accusée de remplacer les médias privés détruits par le pouvoir en mai dernier. «Malheureusement le pouvoir de Bujumbura n'a pas cessé de m'accuser de la partialité que c'est moi qui suis venue remplacer les radios privées. Je n'ai pas cessé de recevoir des menaces mais j'avais résisté, aujourd'hui je me sens très peur surtout pour qui reste au Burundi, à j'ai été obligée d'abandonner mon travail, ma passion et mon rêve de tous les jours c'est le journalisme» dit-elle. Pour le moment, cette journaliste quitte un métier qu'elle a aimé depuis longtemps depuis d'ailleurs son adolescence. «J'ai commencé à raver ce métier depuis l'âge de 14 ans, moi qui étais d'abord des sans voix, secouriste même, j'abandonne mon pays et mon travail, car vaut mieux fuir que pâlir. Ici chez nous les gens meurent comme des mouches et la communauté internationale, si réellement elle existe, ne dit rien» conclut-elle.